



Motion du Congrès de Solidaires Douanes sur la situation à la DGDDI

Contre la casse du service public douanier. Encore. Toujours.

Le Congrès de SOLIDAIRES DOUANES, réuni au Teich (Gironde) a fait le point s'agissant de la situation à la DGDDI, de son devenir et de celui de ses personnels.

Comme une mécanique un peu folle, **la direction des Douanes avance pas à pas sur le chemin de sa mise en coupe réglée, voire de sa propre destruction.**

Les vecteurs de cette trajectoire funeste quels sont-ils ?

Et bien, malgré la vaillante résistance des agents et agentes et le rejet massif qui anime les « troupes », ce sont toujours les mêmes : concentration forcée, dématérialisation, perte d'emprise sur le réel, dictature de la « performance », soumission à des applications technologiques et informatiques (qui sont souvent autant de fiasco ...), ...

Citons également ce que vivent les personnels du Centre de Service des Ressources Humaines (CSRH) et les conséquences induites sur l'ensemble des agents et agentes des Douanes.

Le tout doit aboutir à des suppressions de sites et d'effectifs (cette ligne est toujours inscrite en tendance de fond, malgré les inflexions qui ont suivi le 13 novembre).

Par ailleurs, pour le Projet Stratégique Douanier (PSD), l'État a utilisé l'une des astuces les plus méprisables qui soit quand on est sensé incarner une ambition pour la collectivité : l'usure de ceux qui s'y opposent.

Pire encore : l'affaire n'est pas dénuée d'une certaine dose de veulerie. En effet, l'un des principes d'action est de seriner jusqu'à la nausée les bienfaits de ce pseudo-modernisme que le PSD est supposé incarner et, en même temps, d'avancer masqué. Ainsi, Bercy s'était engagé à communiquer la liste des résidences dont la suppression est envisagée, à un horizon situé à la fin mai – début juin. Ce congrès s'achèvera peu après la mi-juin et cette annonce n'est toujours pas intervenue. En clair, on ne rechigne pas à vous frapper ... mais dans le dos !

Le PSD, ce qu'il porte en germe et la façon dont il avance, est et demeure détestable à la fois dans le fond et dans la forme. Nous en demandons toujours l'abandon dans son économie actuelle. Ce n'est évidemment pas une opposition à toute idée d'évolution. Mais quand l'évolution n'est qu'un faux-nez de la suppression à terme, nous ne l'accepterons jamais.

Les enjeux douaniers, qui sont fondamentaux dans un monde ouvert, et les personnels qui les portent méritent bien autre chose.

C'est justement parce qu'il n'y a plus de frontière, du moins au sens ancien du terme, que l'on a besoin de la Douane et des douaniers et douanières. Peut-être plus que jamais.

À un moment où l'on parle de perte de l'autorité de l'État, où l'on évoque une crise morale et sociétale, où le besoin de protection et de régulation est patent, l'État aurait une formidable carte à jouer avec les missions de l'Administration douanière.

Il n'a en aucun cas le droit de la gâcher.

Le Teich, 16 juin 2016